

ALGER

Extract of Alger républicain



<http://alger-republicain.com/Apres-son-refus-de-payer-la-dette.html>

Après son refus de payer la dette, l'Islande fera le triple de la croissance de l'UE en 2012

- Actualité politique internationale - Europe -

Publication date: jeudi 12 décembre 2013

Description:

Islande a terminé l'année 2011 avec une croissance économique de 2,1% et selon les prévisions de la Commission européenne, elle va faire le triple du taux de croissance attendu pour l'UE en 2012...

L'Islande est le pays qui a nationalisé les banques privées et qui a emprisonné les banquiers responsables de la crise.

Cesar Perez NAVARRO

24 janvier 2012

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Islande a terminé l'année 2011 avec une croissance économique de 2,1% et selon les prévisions de la Commission européenne, elle va faire le triple du taux de croissance attendu pour l'UE en 2012 (La croissance de l'UE est prévue ? 0,5% en 2012 contre 1,5% en Islande). Pour 2013 la croissance devrait atteindre 2,7%, principalement ? cause de la création d'emplois. **L'Islande est le pays qui a nationalisé les banques privées et qui a emprisonné les banquiers responsables de la crise.**

L'Islande a été le seul pays européen qui a rejeté par un référendum citoyen le sauvetage des banques privées, laissant s'effondrer certaines d'entre elles et jugeant de nombreux banquiers pour leurs crimes financiers.

Pendant ce temps dans un pays comme l'Espagne, le ministre l'économie qui fut un grand responsable chez Lehman Brothers, a maquillé les soldes bancaires et a gonflé les résultats pour faire croire ? une solvabilité du système financier résultant de la déréglementation des marchés mais ce dernier a fini par s'effondrer.

Glitnir, Landsbankinn et Kaupthing furent les banques nationalisées en 2008 pour éviter leur faillite et qui furent placées sous contrôle démocratique, plutôt que de profiter d'injections inconditionnelles de capitaux publics, comme en Espagne ou dans les autres pays européens. En juin dernier, l'une d'elle Landsbankinn, a annoncé son intention de rembourser les intérêts aux détenteurs d'hypothèques pour compenser les citoyens de payer leurs pertes.

La révolte pacifique a débuté en 2008, sans que celle-ci soit décrite dans les pages des grands médias européens, qui ont mentionné dans des notes en bas de page que ce pays était un dangereux exemple dangereux ? suivre. A la fin de 2008, l'ensemble des dette de l'Islande égalait ? 9 fois son PIB. La monnaie s'est effondrée et la Bourse a suspendu ses activités après une baisse de 76%.

Le pays a fait faillite et a ensuite reçu un prêt de 2 100 millions de dollars du FMI et 2 500 millions de dollars provenant des pays nordiques et de la Russie. Le FMI, comme d'habitude, a exigé, en échange des mesures « d'ajustement » soit des coupures dans les dépenses sociales qui ont provoqué la colère de la population, la chute du gouvernement et la convocation d'élections anticipées au début de 2009 dans lesquelles la gauche a remporté la majorité absolue et provoquant l'effondrement du Parti de l'Indépendance, un parti conservateur, qui était traditionnellement la force dominante dans le pays, qui n'a conservé que 23,7% des voix.

Le Mouvement Gauche-Vert a gagné 21,7%, Alliance sociale-démocrate 29,8%, le Parti progressiste 14,8% et Mouvement des citoyens 7,2%.

Johanna Siguroardottir a été choisi pour diriger le gouvernement réunissant des sociaux-démocrates, et les écologistes de gauche. En 2010, on a mis sur pied une assemblée constituante de 25 membres, des « *citoyens ordinaires* » pour réformer la Constitution. **Cette même année, le gouvernement a soumis ? un référendum sur le paiement ou non de la dette contractée par les banques privées en faillite au Royaume-Uni et dans les Pays-Bas, mais 90% des gens ont refusé de payer.**

Ses citoyens ont voté non ? cause de l'effondrement de la Banque Icesave et les gouvernements de ces pays couvrent les dépôts ? capitaux publics. Le FMI a gelé les prêts en espérant que l'Islande finirait par payer ses dettes illégitimes.

En septembre 2010, l'ancien Premier ministre Geir Haarde a été mis en procès pour négligence dans la gestion de la crise. Interpol a également émis un mandat d'arrêt international contre l'ancien président de Sigurdur Einarsson. En

avril 2011, les citoyens ont de nouveau dit non ? un nouveau référendum sur le paiement de la dette.

Après cela, au mois de décembre la banque Landsbanki a décidé de retourner une partie de la dette. Le montant total des sommes versées par Landsbanki, selon Icenews ? 350 milliards de couronnes, soit environ 33% de la dette totale. Pourtant, "les comptes Icesave ne représentent seulement 4% des obligations des institutions financières du pays, soit environ 4000 millions d'euros. 96% restant ne pouvait pas être renvoyé aux créanciers, car il était complètement impossible de le faire parce que le paiements d'intérêts chaque année aurait dépassé les revenus du pays."

Dans les mots de l'économiste Jon Danielsson : " Les (banques) ont accumulé une dette égale ? plusieurs fois le PIB annuel. Il n'y a aucune possibilité que les citoyens puissent payer cette dette."

Il y a quelques jours, les responsable de la Fiscalité en Islande ont inculpé deux officiers supérieurs des banques qui ont commis des fraudes au moyen de prêts non autorisés pendant les opérations qui ont conduit ? son système financier ? s'effondrer en 2008 : l'ancien PDG responsable de la faillite de Glitnir, Larus Welding et le responsables des finances de l'entreprise, Gudmundur Hjaltason. Ils auraient abusé de leur position pour fournir environ 102 millions d'euros sans la permission, sans garanties de la part des bénéficiaires et sans avoir consulté le département de gestion des risques.

Les agences de notation Moody, Standard & Poor et Fitch font pression pour punir l'endettement sans grand succès et toujours en essayant d'ignorer la reprise économique dans ce pays. Par ailleurs, en 2008, quelques mois avant l'effondrement de ses banques, le pays jouissait encore de la cote triple A, donnée par ces mêmes organismes.

Cesar Perez NAVARRO

24 janvier 2012